

Gaza :

## **Le refus d'Israël rend nécessaire une intervention internationale**

Ottawa, le 8 novembre 2023 – À la sortie du caucus du Bloc Québécois, le chef du parti, en présence de ses députés, a fait le constat du refus clair d'Israël à s'astreindre aux injonctions humanitaires de la communauté internationale. Face à ce triste abus de la confiance que le monde avait placée dans le jugement et la retenue de l'État hébreu, Yves-François Blanchet non seulement fait sienne la demande d'un cessez-le-feu, mais demande également que soit instituée une force militaire internationale afin de s'imposer entre Israël et le Hamas, assurer l'approvisionnement humanitaire des civils et initier un processus de reconstruction et de restauration de la paix à l'abri à la fois des bombardements et des exactions du Hamas.

« Depuis notre propre appel à la retenue et à la trêve humanitaire ce lundi, on a vu les appels répétés du secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, ne recevoir de Benjamin Netanyahu que des refus obstinés alors que les bombardements sont incessants partout dans la bande de Gaza, a expliqué Yves-François Blanchet. L'actuel gouvernement israélien se montre indigne de la caution qu'il avait reçue pour intervenir contre les terroristes du Hamas à Gaza en fauchant des milliers de vies de civils. »

Les députés du Bloc Québécois ont donc convenu de franchir une étape supplémentaire et de joindre le mouvement demandant purement, simplement et de façon urgente, un cessez-le-feu. « Un tel cessez-le-feu doit engager toutes les parties, et marquer aussi la fin des exactions qui semblent se déchaîner en Cisjordanie également, tout en protégeant les civils tant en Israël qu'à Gaza », mentionne Alexis Brunelle-Duceppe, porte-parole bloquiste en matière de Droits de la personne.

À la demande du président de la République française, Emmanuel Macron, une rencontre appelée « Conférence humanitaire pour les populations civiles de Gaza », aura eu lieu le 11 novembre. Stéphane Bergeron, porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères, explique que « le risque est trop fort que l'une ou l'autre des parties belligérantes ne rompe le cessez-le-feu et relance le conflit de plus belle. Nous demandons donc aux nations réunies à Paris et à la communauté internationale de considérer l'interposition d'une force militaire internationale à Gaza. » « Il y a des précédents, complète Christine Normandin, qui intervient pour le Bloc en Défense nationale. Et dans plusieurs cas, l'OTAN a joué ce rôle à la demande des Nations Unies. Non seulement le blocus pourra-t-il ainsi être durablement levé et l'aide humanitaire et médicale acheminées, mais cette mesure protégera tant le territoire d'Israël et ses civils que la population palestinienne de Gaza, étape essentielle à la reprise de discussions de paix dans la région. »

En conclusion, le chef bloquiste a souligné « qu'une importante opportunité en vue d'une paix durable a été sabotée. Il faut relancer le processus. De plus, cette démarche est celle qui présente les meilleures chances de libérer avec succès les otages. »